



Histoire de l'occupation de la Palestine

Govornik: Al Jazeera

Izvor: <https://minbarlive.com/videos/fr/histoire-de-l-occupation-de-la-palestine>

Cette analyse technique documente la dépossession systématique des terres des Palestiniens de 1948 à aujourd'hui, retraçant les mécanismes juridiques—y compris la loi de 1950 sur les biens des absents et les systèmes d'enregistrement contemporains—par lesquels les propriétés palestiniennes ont été confisquées et le déplacement des Palestiniens a été institutionnalisé.

SAŽETAK

Le contenu fournit un examen détaillé de la perte de terres palestiniennes à travers plusieurs périodes. Avant 1948, les Palestiniens possédaient environ neuf fois plus de terres que la minorité juive (13 000 contre 1 500 kilomètres carrés). Le plan de partition de l'ONU a attribué 55 % de la Palestine à un futur État juif, bien que les Juifs ne représentent qu'un tiers de la population. Pendant la guerre de 1948, les opérations militaires sionistes ont déplacé plus de 750 000 Palestiniens et dépeuplé 530 villages. L'orateur détaille comment la loi israélienne de 1950 sur les biens des absents a classé les Palestiniens partis après novembre 1947 comme absents, et même ceux qui sont restés comme "absents présents", permettant un transfert massif de propriétés au Fonds national juif. En 1954, ce mécanisme avait réaffecté plus de 10 000 magasins, 5 000 bâtiments et près de 60 % des terres arables. L'analyse couvre également le gel immédiat des comptes bancaires palestiniens (plus de 24 millions de dollars en 1948) et documente comment environ 80 % des terres dans les villages détruits restent inhabitées. L'orateur démontre ensuite comment des mécanismes juridiques identiques sont appliqués en Cisjordanie occupée à partir de 2026, avec de nouveaux systèmes d'enregistrement des terres permettant des revendications étatiques sur des parcelles palestiniennes non documentées, reflétant les méthodes de 1948. Les conditions actuelles à Gaza montrent que 86 % des terres agricoles et 81 % des bâtiments sont endommagés ou détruits, mais classés comme terres de l'État.

KLJUČNE PORUKE

Au début de 1948, les Palestiniens possédaient environ 13 000 kilomètres carrés contre 1 500 kilomètres carrés détenus par les Juifs, mais en deux ans, la minorité juive avait acquis 78 % de la Palestine historique.

Le plan de partition de l'ONU de novembre 1947 a attribué 55 % de la Palestine à un futur État juif, malgré le fait que les Juifs ne représentaient qu'un tiers de la population, la plupart étant des immigrants européens récents.

Pendant la guerre de 1948, les forces sionistes ont mené 31 opérations militaires et au moins 70 massacres, déplaçant plus de 750 000 Palestiniens et dépeuplant 530 villages et villes.

La loi israélienne de 1950 sur les biens des absents a classé tout Palestinien ayant quitté son domicile après novembre 1947 comme absent, et les Palestiniens restés dans le pays comme "absents présents", permettant le transfert de leurs biens au Fonds national juif.

En 1954, le mécanisme de la loi sur les biens des absents avait réaffecté plus de 10 000 boutiques palestiniennes, 5 000 bâtiments et près de 60 % des terres arables du pays, environ 70 % du territoire de l'État ayant potentiellement des revendications palestiniennes.

Le 20 juin 1948, Israël a gelé les comptes bancaires des clients palestiniens, bloquant plus de 24 millions de dollars (équivalent à plus de 300 millions de dollars en monnaie actuelle).

En février 2026, le cabinet israélien a approuvé un mécanisme d'enregistrement des terres pour la Cisjordanie occupée utilisant une méthodologie identique à celle de 1948 : tout terrain palestinien sans documentation peut désormais être revendiqué par l'État ; à Gaza, 86 % des terres agricoles et 81 % des bâtiments ont été endommagés ou détruits mais sont classés comme terres de l'État.

CLANAK

Propriété foncière avant et après 1948

Au début de 1948, les Palestiniens possédaient presque neuf fois plus de terres que les Juifs en Palestine. En deux ans, cette minorité juive—représentant seulement 6 % de la population—avait pris 78 % du pays. Avant la Nakba, les Palestiniens possédaient environ 13 000 kilomètres carrés tandis que les Juifs en possédaient 1 500. En novembre 1947, le plan de partition des Nations Unies a attribué 55 % de la Palestine à l'avenir État juif, malgré le fait que les Juifs ne représentaient qu'un tiers de la population, la plupart étant des immigrants européens récents.

Opérations militaires et transformation du territoire

Pendant la guerre de 1948, les forces sionistes ont mené 31 opérations militaires et au moins 70 massacres. À l'armistice de 1949, Israël avait pris 78 % de la Palestine

historique. Plus de 750 000 Palestiniens avaient été déplacés, et 530 villages et villes étaient restés vides. Ce changement massif de contrôle territorial a fondamentalement altéré le paysage démographique et géographique de la région.

Mécanismes juridiques de confiscation de propriété

En 1950, Israël a adopté la loi sur les biens des absents, qui définissait tout Palestinien ayant quitté son domicile après novembre 1947 comme un absent. Même les Palestiniens qui n'ont jamais quitté le pays étaient classés comme "absents présents" en vertu de cette loi. Leurs biens ont été transférés au Fonds national juif. En 1954, plus de 10 000 magasins palestiniens, 5 000 bâtiments et près de 60 % des terres agricoles du pays avaient été réaffectés par ce mécanisme. Environ 70 % du territoire de l'État pourrait avoir des revendications palestiniennes.

Saisie financière et terres abandonnées

Au-delà de la confiscation des terres, Israël a également ciblé les actifs financiers palestiniens. Le 20 juin 1948, Israël a ordonné à chaque banque du pays de geler les comptes des clients palestiniens. Plus de 24 millions de dollars ont été bloqués du jour au lendemain, équivalant à plus de 300 millions de dollars en monnaie actuelle. Le chercheur palestinien Salman Abu Sitta a constaté qu'environ 80 % des terres dans ces villages détruits restent inhabitées aujourd'hui, consistant en terrains vagues, forêts ou terres agricoles. Les historiens palestiniens tirent la même conclusion de ce schéma : la Nakba n'était pas une guerre pour l'espace vital, mais plutôt une guerre conçue pour créer un État avec une majorité juive.

Applications contemporaines des méthodes historiques

Des décennies plus tard, les mêmes mécanismes sont appliqués aux territoires palestiniens. En février 2026, le cabinet israélien a approuvé un mécanisme d'enregistrement des terres pour la Cisjordanie occupée. Dans ce système, tout terrain qu'un Palestinien ne peut pas documenter avec des dossiers papier peut désormais être revendiqué par l'État—le même méthode utilisée pour absorber les propriétés palestiniennes en 1948. Un nombre record de 54 colonies israéliennes illégales ont été approuvées en 2025. À Gaza, où la plupart des réfugiés de 1948 ont fini, 86 % des terres agricoles et 81 % des bâtiments ont été endommagés ou détruits. Malgré cette destruction extensive et le déplacement continu, Israël classe tout cela comme des terres d'État pour les Palestiniens, près de huit décennies après la Nakba. Les chiffres et les justifications juridiques ne correspondent pas aux archives historiques documentées.

#Dispossession des terres palestiniennes

#Nakba de 1948

#Mécanismes juridiques israéliens pour la confiscation de biens

#Loi sur les biens des absents

#Déplacement palestinien et crise des réfugiés

#Enregistrement des terres en Cisjordanie occupée

#Destruction de Gaza et propriété foncière

Generated by MinbarLive — Knowledge Library · <https://minbarlive.com/videos/fr/histoire-de-l-occupation-de-la-palestine>